



Société Anonyme au Capital de 1 901 200 €
Siège social : 75 rue de Lourmel, 75015 Paris.

RCS Paris B 330 148 438

Société cotée sur Eurolist d'Euronext, compartiment C.

Code ISIN : FR0000057903 - Code Reuters : UMUL.LN - Code Datastream : F:UNIV

Rapport financier semestriel Semestre clos le 30 septembre 2011

Le présent rapport a été diffusé conformément aux dispositions de l'article L.451-1-2 *III* du Code Monétaire et Financier et des articles 222-4 et suivants du règlement général de l'Autorité des Marchés Financiers (« AMF »). Il est notamment disponible sur le site de notre société www.universal-multimedia.net.

RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE

Présentation

La société Universal Multimédia est spécialisée dans l'étude, l'industrialisation et la commercialisation d'ensembles et de sous-ensembles électroniques utilisant la technologie des écrans plats destinés au marché grand public et professionnel, en France et à l'export.

La société a été classée par l'ANVAR société innovante par décision N° A98 05 119QFI du 5 novembre 1998. L'ANVAR a accordé à la société pour le projet mettant en œuvre la technologie clé : **TC9 : ECRANS PLATS** le label « TECHNOLOGIE CLE » le 16 avril 2002.

Son programme Recherche s'oriente sur le développement du téléviseur intelligent (numérique, haute définition, interactive et évolutive), vers le concept de la maison numérique et vers les outils de l'affichage public de l'image dynamique. L'axe de ce programme est une stratégie produits-services

Historique et évènements marquants survenus au cours du semestre écoulé

L'activité de Recherche et Développement de la société UNIVERSAL MULTIMEDIA reste toujours très active.

A la demande de Cdiscount, les contrats de prestations conclus en août 2009 ont été renégociés. Les nouveaux contrats prévoient une rémunération équivalente à 1,5% du chiffre d'affaires total hors taxes réalisé, facturé et encaissé par la Société Cdiscount sur les produits approvisionnés et commercialisés sous les marques CONTINENTAL EDISON.

Outre ces prestations, la Société UNIVERSAL MULTIMEDIA a commercialisé sur ce semestre des écrans LCD et LED ainsi que de l'affichage dynamique lié au marché des services funéraires

Par jugement en date du 16 novembre 2010, le Tribunal de Commerce de Paris a approuvé la modification du plan de continuation et a reporté l'échéance relative à la 3^{ème} année (584 K€), initialement prévue en avril 2010, au 31 décembre 2010. A ce jour, le montant de cette échéance n'a été payé qu'à hauteur de 100 000 € par UNIVERSAL MULTIMEDIA. La 4^{ème} annuité de 1 469 K€ n'a pas été réglée.

Le Tribunal a accepté de renvoyer l'affaire à plusieurs reprises en raison de l'évolution des démarches entreprises actuellement par UNIVERSAL MULTIMEDIA dans le cadre d'un protocole d'accord avec un investisseur asiatique intervenant sur le même secteur d'activité qu'UNIVERSAL MULTIMEDIA et possédant une filiale en Europe.

Lors de l'audience qui s'est tenue le 14 septembre dernier, un délai supplémentaire a été donné à la Société UNIVERSAL MULTIMEDIA et à l'investisseur afin de finaliser l'ensemble des négociations avec les principaux créanciers. Le Tribunal a ainsi renvoyé l'affaire au 7 décembre 2011.

L'échec des actions actuellement entreprises rendrait impossible la poursuite des activités de la société.

La société UNIVERSAL MULTIMEDIA n'ayant plus de participation dans une société susceptible d'être retenue dans son périmètre de consolidation, elle n'a plus à procéder à l'établissement de comptes consolidés. Les comptes inclus dans le présent rapport semestriel d'activité sont établis selon le référentiel comptable français applicable aux comptes individuels.

Les comptes sociaux semestriels arrêtés au 30 septembre 2011 font ressortir un Chiffre d'Affaires de 158 K€ soit une baisse de 47% par rapport au semestre précédent et un résultat d'exploitation négatif de 302 K€. Les charges externes ont baissé de 65 K€ par rapport au semestre précédent et la masse salariale a baissé de 19 K€.

Principaux risques et incertitudes pour les 6 prochains mois

Risques clients

Dans les comptes clients, figurent pour 1 835 K€ des créances sur la Société BYA ELECTRONIC en Algérie.

Un plan d'étalement du remboursement établi sur 8 ans a été mis en place en 2008, le paiement de la quatrième annuité est fixé en avril 2012, et les trois premières annuités ont été honorées. Aucun élément d'information ne permet de douter à ce jour de la capacité de cette société à honorer les échéances futures de cette dette.

Risques liés à la sous-traitance

A ce jour, il est inexistant.

Risques sur l'activité

En raison du plan de continuation en cours, la société continue de subir les effets de son redressement judiciaire à savoir notamment qu'elle ne dispose d'aucun encours financier auprès de ses fournisseurs et de son partenaire bancaire.

Risques de liquidité et de trésorerie

Au 30 septembre 2011, le montant du passif du plan de continuation d'UNIVERSAL MULTIMEDIA s'élève à 10 574 423,79€

L'échéancier d'apurement du passif s'établit comme suit :

| année 1* | année 2* | année 3 | année 4 | année 5 | année 6 | année 7 | année 8 | année 9 | année 10 |
|----------|----------|---------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| 1/04/08 | 1/04/09 | 1/04/10 | 1/04/11 | 1/04/12 | 1/04/13 | 1/04/14 | 1/04/15 | 1/04/16 | 1/04/17 |
| 598885 | 588882 | 584 619 | 1 469 013 | 1 468 706 | 1 468 545 | 1 468 545 | 1 468 545 | 1 468 545 | 1 174 836 |

Le Tribunal de Commerce de Paris a accepté de reporter la 3^{ème} annuité du plan de continuation de continuation du 2 avril 2007 de 584.619,36 € Il nous reste à devoir sur cette échéance la somme de 483.997,62 €, et la 4^{ème} annuité de 1 469 K€ n'a pas été réglée. (cf Historique et évènements marquants survenus au cours du semestre écoulé).

Au cas où les actions et démarches actuellement entreprises ne seraient pas couronnées de succès, la continuité de l'exploitation des activités de la société serait remise en cause.

Principales transactions avec les parties liées

L'information détaillée concernant les transactions conclues avec les parties liées figure dans l'annexe des comptes au 30 septembre 2011.

Chiffres d'affaires de l'exercice et perspectives jusqu'à la clôture de l'exercice

La société UNIVERSAL MULTIMEDIA continue d'axer tous ses efforts dans la relance de son activité, efforts ralenti par les effets de son redressement judiciaire (aucun encours financier auprès de ses fournisseurs et de son partenaire bancaire...).

Evénements postérieurs à la clôture de la période semestrielle

Aucun évènement d'importance non évoqué dans le présent rapport n'est intervenu depuis la date d'arrêté du 30 septembre 2011.

Organe de direction

Aucune modification n'est intervenue au cours du premier semestre 2011/2012.

Contacts

UNIVERSAL MULTIMEDIA

E-mail : pca@universal-multimedia.net

UNIVERSAL MULTIMEDIA

Déclaration du responsable du rapport financier semestriel

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, du résultat et de la situation financière de la société UNIVERSAL MULTIMEDIA, et que le rapport semestriel d'activité présente un tableau fidèle des évènements importants survenus pendant les 6 premiers mois de l'exercice 2011/2012, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les 6 mois restants de l'exercice.

Saint-Germain des Prés, le 30 novembre 2011

Kacem AIT YALLA
Président



**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE 2011**

Période du 1^{er} avril au 30 septembre 2011

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE 2011

Période du 1^{er} avril au 30 septembre 2011

Aux Actionnaires
UNIVERSAL MULTIMEDIA SA
Paris

Mesdames, Messieurs,

En notre qualité de commissaire aux comptes et en application de l'article L.451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels de la société UNIVERSAL MULTIMEDIA SA, relatifs à la période du 1^{er} avril au 30 septembre 2011, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I. CONCLUSION SUR LES COMPTES

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause, au regard des règles et principes comptables français applicables aux comptes individuels, la régularité et la sincérité des comptes semestriels et l'image fidèle qu'ils donnent du résultat des opérations du semestre ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de ce semestre.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les paragraphes intitulés :

- évènements postérieurs à la clôture de la période semestrielle,
- règles et méthodes comptables.
- autres notes liées aux comptes semestriels (Risques de liquidité et de trésorerie),

relatifs à l'exposé de la problématique, des hypothèses et des incertitudes sur lesquelles repose actuellement l'appréciation du maintien du principe de la continuité de l'exploitation.

II. VERIFICATION SPECIFIQUE

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels.

Fait à Paris, le 30 novembre 2011

Le Commissaire aux comptes
HOCHÉ AUDIT
Laurence ZERMATI

EURO

BILAN ACTIF

| | Brut | Amort.Prov | 30/09/11 | 30/09/10 |
|---------------------------------------|------------------|-------------------|------------------|------------------|
| Capital souscrit non appelé | | | | |
| ACTIF IMMOBILISÉ | | | | |
| Immobilisations incorporelles | | | | |
| Frais d'établissement | | | | |
| Frais de recherche et développement | | | | |
| Concessions, brevets, droit similaire | | | | |
| Fonds commercial | | | | |
| Autres immobilisations incorporelles | | | | |
| Avances et acomptes/Immo. Incorp. | | | | |
| Immobilisations corporelles | | | | |
| Terrains | | | | |
| Constructions | | | | |
| Installations techniques, Mat. Outil. | 37 995 | 31 543 | 6 451 | 9 775 |
| Autres immobilisations corporelles | 41 306 | 35 554 | 5 751 | 10 404 |
| Immobilisations en cours | | | | |
| Avances et acomptes | | | | |
| Immobilisations financières | | | | |
| Participations évaluées | | | | |
| Autres participations | 6 000 | 6 000 | | |
| Créances rattachées à des particip. | | | | |
| Autres titres immobilisés | 54 515 | 54 515 | | 5 573 |
| Prêts | 143 | 143 | | |
| Autres immobilisations financières | 245 | | 245 | 230 |
| TOTAL (I) | 140 203 | 127 756 | 12 447 | 25 982 |
| ACTIF CIRCULANT | | | | |
| Stocks | | | | |
| Matières premières approvision. | 2 272 651 | 2 218 537 | 54 114 | 54 254 |
| En cours de productions de biens | | | | |
| En cours de production de services | | | | |
| Produits intermédiaires et finis | 128 927 | 114 010 | 14 917 | 38 455 |
| Marchandises | 23 106 | 2 151 | 20 955 | 17 991 |
| Avances & ac. versés/commandes | 2 646 | | 2 646 | 1 986 |
| Créances | | | | |
| Clients comptes rattachés | 3 608 208 | 1 640 193 | 1 968 016 | 2 562 823 |
| Autres créances | 554 390 | 351 353 | 203 037 | 173 243 |
| Capital souscrit et appelé, non versé | | | | |
| Divers | | | | |
| Valeurs mobilières de placement | | | | 313 529 |
| Disponibilités | 67 409 | | 67 409 | 166 610 |
| Comptes de régularisations | | | | |
| Charges constatées d'avance | 2 137 | | 2 137 | 4 200 |
| TOTAL (II) | 6 659 474 | 4 326 244 | 2 333 231 | 3 333 091 |
| Charges à répartir/plus. exer. (III) | | | | |
| Primes de remb. obligations (IV) | | | | |
| Écart de conversion actif (V) | | | | |
| TOTAL GENERAL (I à V) | 6 799 678 | 4 453 999 | 2 345 678 | 3 359 073 |

EURO

BILAN PASSIF

| | 30/09/11 | 30/09/10 |
|--|--------------------|--------------------|
| CAPITAUX PROPRES | | |
| Capital social ou individuel | 1 901 200 | 1 901 200 |
| Primes d'émission, de fusion, d'apport... | 4 714 226 | 4 714 226 |
| Écarts de réévaluation | | |
| Réserve légale | 128 039 | 128 039 |
| Réserves statutaires ou contractuelles | | |
| Réserves réglementées | | |
| Autres réserves | 1 622 016 | 1 622 016 |
| Report à nouveau | -19 637 513 | -19 200 295 |
| RESULTAT DE L'EXERCICE (Bénéfice ou perte) | -298 529 | -201 919 |
| Subventions d'investissement | | |
| Provisions réglementées | | |
| TOTAL (I) | -11 570 559 | -11 036 733 |
| AUTRES FONDS PROPRES | | |
| Produit des émissions de titres participatifs | | |
| Avances conditionnées | 208 404 | 208 404 |
| TOTAL (II) | 208 404 | 208 404 |
| PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES | | |
| Provisions pour risques | | |
| Provisions pour charges | | |
| TOTAL (III) | | |
| DETTES | | |
| Emprunts obligataires convertibles | | |
| Autres emprunts obligataires | | |
| Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit | 7 575 | 7 575 |
| Emprunts et dettes financières divers | 7 607 228 | 7 640 851 |
| Avances et acomptes reçus sur commandes en cours | 9 375 | 614 250 |
| Dettes fournisseurs et comptes rattachés | 3 009 230 | 2 859 181 |
| Dettes fiscales et sociales | 1 066 240 | 1 137 848 |
| Dettes sur immobilisations et comptes rattachés | | |
| Autres dettes | 461 911 | 461 911 |
| COMPTE DE RÉGULARISATION | | |
| Produits constatés d'avance | 48 658 | |
| TOTAL (IV) | 12 161 558 | 12 721 616 |
| Ecart de conversion passif (V) | 1 497 617 | 1 465 786 |
| TOTAL GENERAL (I à V) | 2 345 678 | 3 359 073 |

COMPTE DE RESULTAT

| | 30/09/11 | | | 30/09/10 |
|--|--|-------------|-----------------|-----------------|
| | France | Exportation | Total | |
| Ventes marchandises | 103 815 | | 103 815 | 57 790 |
| Production vendue de biens | 27 054 | | 27 054 | 171 |
| Prod. vend. de services | 27 188 | | 27 188 | 239 277 |
| Chiffres d'affaires net | 158 057 | | 158 057 | 297 238 |
| Production stockée | | | -21 664 | 5 225 |
| Production immobilisée | | | | |
| Subventions d'exploitation | | | | |
| Reprise /amortis.& Provision transfert de charges | | | 1 | 1 |
| Autres produits (1) | | | 2 | 11 |
| | Total produits d'exploitation (2) | | 136 396 | 302 475 |
| Achats marchandises | | | 87 196 | 56 375 |
| Variation stock marchandises | | | -10 050 | |
| Achats matières premières & autres approvisionnements | | | 99 | |
| Variation stock matières premières & approvisionnement | | | | 235 |
| Autres achats et charges externes (3) | | | 131 127 | 197 480 |
| Impôt, taxes et versements assimilés | | | 6 974 | 7 496 |
| Salaires & traitements | | | 150 946 | 163 799 |
| Charges sociales | | | 64 633 | 70 170 |
| Dotations aux amortissements sur Immobilisations | | | 3 959 | 4 348 |
| Dotations aux provisions sur Immobilisations | | | | |
| Dotations aux provisions sur Actif circulant | | | 2 819 | 1 |
| Dotations aux provisions Pour risques & charges | | | | |
| Autres charges | | | 731 | 1 |
| | Total charges d'exploitation (4) | | 438 434 | 499 905 |
| RESULTAT D'EXPLOITATION | | | -302 038 | -197 430 |
| Bénéfice attribué ou perte transférée | | | | |
| Perte supportée bénéfice transféré | | | | |
| Produits financiers de participations (5) | | | | 550 |
| Produits des autres valeurs mobilières & créances.(5) | | | | 82 |
| Autres intérêts & produits assimilés (5) | | | 5 | |
| Reprises sur provisions & transfert de charges | | | | |
| Différences positives de change | | | | |
| Produits nets sur cessions de v.m.p. | | | | |
| | Total des produits financiers | | 5 | 632 |
| Dotations financières aux amortissements & Provisions | | | | 1 422 |
| Intérêts & charges assimilés (6) | | | | |
| Différences négatives de change | | | | 120 |
| Charges nettes sur cessions de v.m.p. | | | | |
| | Total des charges financières | | | 1 542 |
| RESULTAT FINANCIER | | | 5 | -910 |
| RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS | | | -302 034 | -198 340 |

COMPTE DE RESULTAT (SUITE)

| | 30/09/11 | 30/09/10 |
|--|-----------------|-----------------|
| Produits exceptionnels sur opérations de gestion | 3 934 | 4 124 |
| Produits exceptionnels sur opérations en capital | | |
| Reprises sur Provisions & transferts de charges | | |
| Total produits exceptionnels (7) | 3 934 | 4 124 |
| Charges exceptionnelles sur opérations de gestion (6 bis) | 429 | 90 |
| Charges exceptionnelles sur opérations en capital | | 7 613 |
| Dotations exceptionnelles aux amortissements & provisions | | |
| Total charges exceptionnelles(7) | 429 | 7 703 |
| RESULTAT EXCEPTIONNEL | 3 505 | - 3 579 |
| Participation des salariés aux résultats de l'entreprise | | |
| Impôts sur les bénéfices | | |
| TOTAL DES PRODUITS | 140 335 | 307 231 |
| TOTAL DES CHARGES | 438 863 | 509 150 |
| BENEFICE OU PERTE (Total des produits -Total des charges) | -298 529 | -201 919 |

| | | |
|---|--|--|
| (1) Produits nets partiels sur opérations à long terme | | |
| (2) Produits de locations immobilières | | |
| (2) Produits d'exploitation afférents à des exercices antérieurs (à détailler en (8)) | | |
| (3) Crédit bail mobilier | | |
| (3) Crédit bail immobilier | | |
| (4) Charges d'exploitation afférentes à des exercices antérieurs (à détailler en (8)) | | |
| (5) Produits concernant les entreprises liées | | |
| (6) Intérêts concernant les entreprises liées | | |
| (6bis) Dons faits aux organismes d'intérêt général | | |
| (9) Transfert de charges | | |
| (10) Cotisations pers. expl. (Primes et cot.) | | |
| (11) redevances pour concessions de brevets, de licences (produits) | | |
| (12) redevances pour concessions de brevets, de licences (charges) | | |

| | | |
|--|--------------------------------|-------------------------------|
| (7) Détail des produits et charges exceptionnels | Exercice N | |
| | charges exceptionnelles | produits exceptionnels |
| | | |
| VOIR DETAIL EN ANNEXE | | |
| (8) Détail des produits et charges sur exercices antérieurs | Exercice N-1 | |
| | charges antérieures | produits antérieurs |
| | | |
| VOIR DETAIL EN ANNEXE | | |

Désignation de l'entreprise : SA UNIVERSAL MULTIMEDIA

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 30/09/11, dont le total est de 2 345 678 € et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste et dégageant une perte de 298 529 Euros.

L'exercice a une durée de 6 mois, recouvrant la période du 01/04/2011 au 30/09/11.

Les notes indiquées ci-après font partie intégrante des comptes semestriels.

| Annexe au bilan et au compte de résultat du 01/04/11 au 30/09/11 | | Informations | | |
|---|---|--------------------|----------------------|-----|
| Éléments n° | | Produites PAGES | Non produites N/S | N/A |
| Règles et méthodes comptables | | | | |
| 1 | - Méthodes d'évaluation, calcul des amortissements et des provisions - Changement de méthode, dérogations - Informations complémentaires pour donner l'image fidèle | 7 | | |
| Compléments d'information relatifs au bilan et au compte de résultat | | | | |
| 2 | État de l'actif immobilisé | 17 | | |
| 3 | État des amortissements | 18 | | |
| 4 | État des provisions | 19 | | |
| 5 | État des échéances des créances et des dettes | 20-21 | | |
| Informations et commentaires sur : | | | | |
| .1 | Éléments relevant de plusieurs postes du bilan | | | X |
| .2 | Réévaluation | | | X |
| .3 | Frais d'établissement | | | X |
| .4 | Frais de recherche appliquée et de développement | | | X |
| .5 | Fonds commercial | | | X |
| .6 | Intérêts immobilisés | | | X |
| .7 | Intérêts sur éléments de l'actif circulant | | | X |
| .8 | Différences d'évaluation / éléments fongibles de l'actif circulant | | | X |
| .9 | Avances aux dirigeants | | | X |
| .10 | Produits à recevoir | 22 | | |
| .11 | Charges à payer | 23 | | |
| .12 | Charges et produits constatés d'avance | 24 | | |
| .13 | Détail des charges et produits exceptionnels | 25 | | |
| .14 | Composition du capital social | 26 | | |
| .15 | Parts bénéficiaires | | | X |
| .16 | Obligations convertibles | | | X |
| .17 | Ventilation chiffre d'affaires net | | X | |
| .18 | Ventilation impôt sur bénéfices | 27 | | |
| | | | | |
| 6 | Crédit-bail | | X | |
| 7 | Engagements financiers | 28 | | |
| 8 | Dettes garanties par des sûretés réelles | | | X |
| 9 | Incidence des évaluations fiscales dérogatoires | 29 | | |
| 10 | Accroissements et allégements de la dette future d'impôts | 30 | | |
| 11 | Rémunérations des mandataires sociaux | 31 | | |
| 12 | Effectif moyen | 32 | | |
| 13 | Identité des sociétés mères consolidant les comptes de la société | | | X |
| 14 | Liste des filiales et participations | 33-34 | | |
| 15 | Inventaire du portefeuille de valeurs mobilières | | X | |
| 16 | Informations concernant les entreprises liées | | | X |
| 17 | Résultat de la société au cours des 5 derniers exercices | 35 | | |

N / S : non significatif
N / A : non applicable

REGLES ET METHODES COMPTABLES

Faits caractéristiques

La société UNIVERSAL MULTIMEDIA n'a pas de participation dans une société susceptible d'être retenue dans son périmètre de consolidation, elle n'a donc pas à procéder à l'établissement de comptes consolidés. En conséquence, les comptes sont établis selon le référentiel comptable français applicable aux comptes individuels.

La société Universal Multimédia est spécialisée dans l'étude, l'industrialisation et la commercialisation d'ensembles et de sous-ensembles électroniques utilisant la technologie des écrans plats destinés au marché grand public et professionnel, en France et à l'export.

La société a été classée par l'ANVAR société innovante par décision N° A98 05 119QFI du 5 novembre 1998. L'ANVAR a accordé à la société pour le projet mettant en œuvre la technologie clé : **TC9 : ECRANS PLATS** le label « TECHNOLOGIE CLE » le 16 avril 2002.

Son programme Recherche s'oriente sur le développement du téléviseur intelligent (numérique, haute définition, interactive et évolutive), vers le concept de la maison numérique et vers les outils de l'affichage public de l'image dynamique. L'axe de ce programme est une stratégie produits-services.

La Société UNIVERSAL MULTIMEDIA a commercialisé sur ce semestre des écrans LCD et LED ainsi que de l'affichage dynamique destiné au marché des services funéraires.

Plan de continuation

Par jugement du 13 février 2006, le Tribunal de Commerce de Paris a ouvert une procédure de redressement judiciaire. Le 2 avril 2007, un plan de continuation sur 10 ans a été adopté et homologué par le Tribunal de Commerce de Paris.

Les montants retenus, après paiement des créances inférieures à 300€ et des créances super-privilégiées, s'élèvent à 11 787 653€.

Au 30 septembre 2011, le montant du passif s'élève à 10 574 423,79€.

L'échéancier d'apurement du passif s'établit comme suit :

| année 1* 1/04/08 | année 2* 1/04/09 | année 3 1/04/10 | année 4 1/04/11 | année 5 1/04/12 | année 6 1/04/13 | année 7 1/04/14 | année 8 1/04/15 | année 9 1/04/16 | année 10 1/04/17 |
|---------------------|---------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|---------------------|
| 598885 | 588882 | 584 619 | 1 469 013 | 1 468 706 | 1 468 545 | 1 468 545 | 1 468 545 | 1 468 545 | 1 174 836 |

* les échéances relatives aux « année 1 » et « année 2 » ont été réglées*. L'échéance relative à l' « année 3 » a été réglée à hauteur de 100 000€, une audience au Tribunal de Commerce a été fixée au 7 décembre 2011 (cf paragraphe Faits de l'exercice).L'échéance relative à l' « année 4 » n'a pas été réglée.

Faits de l'exercice et Evènements postérieurs à la clôture

Par jugement en date du 16 novembre 2010, le Tribunal de Commerce de Paris a approuvé la modification du plan de continuation et a reporté l'échéance relative à la 3^{ème} année (584 K€), initialement prévue en avril 2010, au 31 décembre 2010. A ce jour, le montant de cette échéance n'a été payé qu'à hauteur de 100 000 € par UNIVERSAL MULTIMEDIA. La 4^{ème} annuité de 1 469 K€ n'a pas été réglée.

Le Tribunal a accepté de renvoyer l'affaire à plusieurs reprises en raison de l'évolution des démarches entreprises actuellement par UNIVERSAL MULTIMEDIA dans le cadre d'un protocole d'accord avec un investisseur asiatique intervenant sur le même secteur d'activité qu'UNIVERSAL MULTIMEDIA et possédant une filiale en Europe.

Lors de l'audience qui s'est tenue le 14 septembre dernier, un délai supplémentaire a été donné à la Société UNIVERSAL MULTIMEDIA et à l'investisseur afin de finaliser l'ensemble des négociations avec les principaux créanciers. Le Tribunal a ainsi renvoyé l'affaire au 7 décembre 2011.

Règles et méthodes comptables

Les conventions comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Traitement des opérations partiellement exécutées à la clôture :

Les opérations partiellement exécutées à la clôture sont comptabilisées selon la méthode à l'avancement qui est considérée comme préférentielle.

Cette méthode consiste à comptabiliser le résultat et le chiffre d'affaires à l'avancement.

Une provision pour perte est comptabilisée si la marge prévisionnelle de l'opération est négative.

Dans le cadre de l'audience prévue le 7 décembre prochain, l'échec des actions actuellement entreprises rendrait impossible la poursuite des activités de la société.

La continuité de l'exploitation des activités de la société serait remise en cause, ce qui devrait entraîner l'abandon du principe comptable de continuité d'exploitation, dans le cadre de l'établissement de ses comptes annuels et de ses situations semestrielles et conduire à établir les comptes en valeur liquidative.

Changement de présentation

Néant.

Notes liées à l'actif du bilan

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou à leur coût de production.

Les frais accessoires (droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes) sont incorporés au coût d'acquisition des immobilisations.

Le coût de production inclut le prix d'achat des matières consommées des coûts attribuables à la préparation en vue de l'utilisation envisagée après déduction des rabais, remises et escomptes de règlement.

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant les modes linéaire ou dégressif en fonction de la durée de vie prévue :

| | |
|---|------------|
| • Agencements et aménagements des constructions | 5 à 10 ans |
| • Matériel et outillage industriels | 2 à 10 ans |
| • Matériel de transport | 2 à 5 ans |
| • Matériel de bureau et informatique | 3 à 10 ans |

Les coûts de recherche et développement sont enregistrés en charge de l'exercice au cours duquel ils sont encourus. Ils s'élèvent, au titre de l'exercice clos au 30 septembre 2011 à 127 K€ (masse salariale 125 K€ - charges externes : 2 K€).

Immobilisations financières, filiales et participation

La société Sybatronic étant en liquidation judiciaire, les titres détenus par Universal Multimédia (6000€) sont provisionnés à 100%.

Autres titres immobilisés

La société UNIVERSAL MULTIMEDIA détient 13 989 actions propres pour une valeur d'acquisition de 54 515 €. Une provision pour dépréciation de 100% a été constatée compte tenu de la suspension du cours de bourse le 4 mars 2011.

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

La valeur d'inventaire correspond au cours de bourse.

Les actions de la société Universal Multimédia sont cotées Code ISIN FR0000057903 au compartiment C Euronext Paris.

La société n'a pas acheté ni vendu d'actions propres au cours l'exercice clos au 30.09.11.

Stocks

Les stocks sont évalués suivant la méthode *premier entrée, premier sorti*.

La valeur brute des marchandises et des approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires.

Les produits fabriqués sont valorisés au coût de production comprenant les consommations, les charges directes et indirectes de production, les amortissements des biens concourant à la production. Le coût de la sous - activité est exclu de la valeur des stocks. Les intérêts sont toujours exclus de la valorisation des stocks.

Une provision pour dépréciation des stocks égale à la différence entre la valeur brute déterminée suivant les modalités indiquées ci-dessus et le cours du jour ou la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, est effectuée lorsque cette valeur brute est supérieure à l'autre terme énoncé.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale.

Autres créances

Le poste Autres créances comporte des avances et acomptes versés sur des commandes en 2005 pour un montant de 351K€.

Afin de tenir compte du risque lié à ces acomptes, une provision pour dépréciation de ces actifs a été constituée pour un montant de 351K€.

Notes liées au passif du bilan

Capitaux propres

Compte tenu du résultat fortement déficitaire des trois années précédentes et de l'exercice, les capitaux propres sont négatifs de 11 570 559 € au 30 septembre 2011.

Avances conditionnées

Ces avances portant sur un montant de 220 000 € majoré de pénalités de retard à hauteur de 21 560€ ont été déclarés au passif chirographaire de la société dans le cadre du plan de continuation. Suite au paiement des deux premières échéances du plan, le solde comptable est de 208 K€.

Provisions

Elles sont évaluées selon le coût réel des dépréciations encourues.

Les variations des postes correspondent à l'évolution des actifs et des risques de la société.

Provisions pour risques

Néant.

Provision pour charges

Néant.

Charges à payer

Aucune provision n'a été comptabilisée pour les honoraires des commissaires aux comptes, de l'expert comptable et des avocats relatifs à des prestations non effectuées au 30 septembre 2011 conformément à l'avis de CNCC.

Le montant des honoraires non provisionnés en raison de non réalisation des prestations à la date du 30 septembre 2011 s'élève à 30 K€.

Emprunt

Aucun nouvel emprunt n'a été souscrit sur l'exercice.

Prêts d'actions

Les deux principaux actionnaires ont respectivement prêtés 69 204 actions Universal Multimédia et 15 210 actions Universal Multimédia à la société afin de boucler le montage du financement de REVOX Inc en 2003.

Le prêt de consommation d'actions a été comptabilisé au cours du transfert des titres UNIVERSAL MULTIMEDIA /REVOX Inc (14,45€/actions).

Les titres n'ayant pas encore été restitués aux prêteurs, ceux-ci possèdent de ce fait une créance de restitution des titres envers la Société UNIVERSAL MULTIMEDIA, même si le remboursement des deux prêts n'a pas été exigé à leur échéance.

Par prudence, la différence entre la dette initialement constatée à l'égard des préteurs (1 219 780€) et le montant des prêts affichés au 30 septembre 2011, soit 2 € compte tenu de la suspension du cours, a été maintenu au passif du bilan, au poste écart de conversion, pour tenir compte de l'obligation de la société UNIVERSAL MULTIMEDIA, concernant la restitution future des actions UNIVERSAL MULTIMEDIA prêtées.

Engagements hors bilan

Engagements donnés avant juin 2005 :

Les engagements hors bilan de la société sont principalement des engagements de garantie conventionnels concernant des contrats classiques avec des partenaires financiers : banque et société de crédit bail.

Les engagements pris en matière de pensions et retraite sont limités : il représente un engagement total de 16 K€.

Dans le cadre des ouvertures de crédits documentaires octroyés en 2005 par un partenaire financier et non remboursés à ce jour, la société est bénéficiaire d'une caution hypothécaire de la part de M. AIT YALLA Kacem à hauteur de 1 000 000 €.

La Société reste redevable de 773 K€ dans le cadre de cette ligne, montant qui a été déclaré au passif de la Société.

En vertu d'une ligne de crédit octroyée par un organisme financier, la Société a souscrit un billet à ordre de 300 000 €, avalisé par M .AIT YALLA Kacem, alors Président Directeur Général de la Société.

Ce montant demeurant impayé à ce jour, la Société et M. AIT YALLA, en sa qualité de donneur d'aval, restent solidairement devoir à la Banque le montant de l'effet. Ce montant a été déclaré au passif de la Société.

Les locaux occupés par la Société à Saint Germain des Prés font l'objet d'un bail commercial signé entre la Société (le preneur) et Monsieur AIT YALLA Kacem (le bailleur). Ce bail a été consenti pour une durée de neuf années entières et consécutives à compter du 1^{er} juillet 1997 puis reconduit pour un loyer annuel fixé 30 500 euros jusqu'au 30 juin 2015.

| 2011 | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 |
|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| 30500.00€ | 30500.00€ | 30500.00€ | 30500.00€ | 30500.00€ |

Le Preneur et le Bailleur auront la faculté de donner congé à l'expiration d'une période triennale en invoquant des dispositions du décret du 30 septembre 1953.

Suite au renouvellement du bail commercial du 21 juillet 2008 signé avec la Société UNIVERSAL MULTIMEDIA, le bailleur renonce à appliquer une augmentation du montant du loyer sur la première période de révision triennale en fonction des indices sur les périodes antérieures au 31 mars 2011.

Droit individuel à la formation :

Au 30 septembre 2011, les droits acquis par les salariés au titre du DIF s'élèvent à 779 heures.

Informations relatives aux parties liées (décret 2009-267 du 9 mars 2009)

1/ SPA BYA ELECTRONIC

Désignation de la partie liée : société de droit algérien SPA BYA ELECTRONIC

Personnes concernées :

Monsieur Kacem AIT YALLA, président de la société UNIVERSAL MULTIMEDIA et associé de la société SPA BYA ELECTRONIC.

Monsieur Slimane AIT YALLA, président de la société BYA ELECTRONIC et associé de la société UNIVERSAL MULTIMEDIA.

1.1/Dans les comptes clients de la Société UNIVERSAL MULTIMEDIA, figurent pour 1 835 K€, des créances sur la Société BYA ELECTRONIC en Algérie.

Un plan d'étalement du remboursement établi sur 8 ans a été mis en place en 2008, le paiement de la quatrième annuité est fixé en avril 2012, et les trois premières annuités ont été honorées.

2/Monsieur AIT YALLA Kacem

Monsieur AIT YALLA Kacem détient 615121 actions nominatives UNIVERSAL MULTIMEDIA et 31096 actions au porteur UNIVERSAL MULTIMEDIA sur un total de 1901200 actions.

2.1/ Les locaux occupés par la Société à Saint Germain des Prés font l'objet d'un bail commercial signé entre la Société (le preneur) et Monsieur AIT YALLA Kacem (le bailleur). Ce bail a été consenti pour une durée de neuf années entières et consécutives à compter du 1^{er} juillet 1997 puis reconduit pour un loyer annuel fixé 30 500 euros jusqu'au 30 juin 2015.

Le Preneur et le Bailleur auront la faculté de donner congé à l'expiration d'une période triennale en invoquant des dispositions du décret du 30 septembre 1953.

3/ Messieurs Kacem et Slimane AIT YALLA

Prêt de consommation d'actions de la société UNIVERSAL MULTIMEDIA.

Modalités :

Messieurs Kacem et Slimane AIT YALLA ont prêté respectivement 69 204 et 15 210 actions de la société UNIVERSAL MULTIMEDIA à la société UNIVERSAL MULTIMEDIA.

Les deux contrats de prêt de consommation sont arrivés à leur échéance au cours de l'exercice 2005/2006. Les titres n'ayant pas encore été restitués aux prêteurs, ceux-ci possèdent toujours de ce fait une créance de restitution de ces quantités de titres à l'égard de la société UNIVERSAL MULTIMEDIA.

4/SARL GROUPE AIT YALA K & S

Désignation de la partie liée : société de droit français SARL GROUPE AIT YALA K &S

Personne concernée:

Monsieur Kacem AIT YALLA, président de la société UNIVERSAL MULTIMEDIA et gérant de la SARL GROUPE AIT YALA K &S.

EURO

4.1/Un contrat de prestation de service a été signé le 12 avril 2011 entre la société GROUPE AIT YALA K&S et la société UNIVERSAL MULTIMEDIA avec effet rétroactif au 23 décembre 2010. A ce titre, la société UNIVERSAL MULTIMEDIA a perçu au cours du 1^{er} semestre 2011/2012, un montant hors taxes de 27 188 €. Le contrat prévoit une rémunération équivalente à 1,5% du chiffre d'affaires total hors taxes réalisé, facturé et encaissé par la Société Cdiscount sur les produits approvisionnés et commercialisés sous les marques CONTINENTAL EDISON.

4.2/ Suite au contrat susvisé, la Société UNIVERSAL MULTIMEDIA a vendu sans marge à la SARL GROUPE AIT YALA K &S des échantillons de produits de la marque CONTINENTAL EDISON pour un montant de 22 K€.

5/ Rémunération du Président

Les rémunérations versées au titre du semestre aux mandataires sociaux d'UNIVERSAL MULTIMEDIA se sont élevées à 25 200 €, et, ne concernent que Monsieur AIT YALLA Kacem.

Aucune autre rémunération n'a été versée sous forme de jetons de présence ou de paiement en actions.

Les mandataires sociaux ne bénéficient d'aucun avantage postérieur à l'emploi, d'aucun autre avantage à long terme, d'aucune indemnité de fin de contrat en cas de départ à la retraite, cessation de fonctions ou autres.

Autres notes liées aux comptes semestriels

Risques clients

Dans les comptes clients, figurent pour 1 835 K€, des créances sur la Société BYA ELECTRONIC en Algérie. Un plan d'étalement du remboursement établi sur 8 ans a été mis en place en 2008, le paiement de la quatrième annuité est fixé en avril 2012, et les trois premières annuités ont été honorées.

Risques liés à la sous-traitance

L'activité de sous-traitance s'élève à 5 617 euros.
Il n'y a pas de risque lié à la sous-traitance.

Risques sur les actions

A ce jour, il est inexistant.

Risques de liquidité et de trésorerie

Compte tenu des difficultés évoquées ci-dessus et des restrictions d'accès au crédit bancaire auxquelles UNIVERSAL MULTIMEDIA doit faire face, la réussite des actions actuellement entreprises, visant à la restructuration du passif de la société, ainsi qu'à l'apport de financement supplémentaire, est indispensable pour assurer le paiement à bonne date des échéances futures du plan de continuation du 2 avril 2007.

Au cas où ces actions et démarches actuellement entreprises ne seraient pas couronnées de succès, la continuité de l'exploitation des activités de la société serait remise en cause.

(cf paragraphe : Faits de l'exercice et Evènements postérieurs à la clôture)

LISTE DES REMUNERATIONS ET AVANTAGES DE TOUTE NATURE DES MANDATAIRES SOCIAUX DURANT L'EXERCICE CLOS LE 30 SEPTEMBRE 2011

1/ La rémunération et avantages de toutes nature de Monsieur **AIT YALLA Kacem**, Président du Conseil d'Administration au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2011 :

| | |
|--|-------------------------|
| .société concernée : | UNIVERSAL MULTIMEDIA SA |
| .montant de la rémunération : | 25 200 euros |
| .montant des avantages de toute nature : | 1 566 euros |

.Autre société concernée par l'article L 226-1 al2 du Code de Commerce : néant

2/ La rémunération et avantages de toutes nature de Madame **AIT YALLA Yasmine**, Administrateur au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2011 :

| | |
|--|-------------------------|
| .société concernée : | UNIVERSAL MULTIMEDIA SA |
| .montant de la rémunération : | néant |
| .montant des avantages de toute nature : | néant |

.Autre société concernée par l'article L 226-1 al2 du Code de Commerce : néant

3/ La rémunération et avantages de toutes nature de Madame **GUTMANN Angèle**, Administrateur au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2011 :

| | |
|--|-------------------------|
| .société concernée : | UNIVERSAL MULTIMEDIA SA |
| .montant de la rémunération : | néant |
| .montant des avantages de toute nature : | néant |

.Autre société concernée par l'article L 226-1 al2 du Code de Commerce : néant

Honoraires des commissaires aux comptes

| | 30/09/2011 | 30/09/2010 |
|---|----------------|----------------|
| <u>Honoraires HT des commissaires aux comptes</u> | | |
| - au titre du contrôle légal | 30 000€ | 39 900€ |
| - au titre des conseils et prestations entrant dans les DDL | | |
| Total | 30 000€ | 39 900€ |

ACTIF IMMOBILISE

| CADRE A : IMMOBILISATIONS | Valeur brute en début d'exercice | Augmentations | |
|--|-------------------------------------|--------------------------|---------------------------|
| | | Réévaluation exercice | Acquisitions créations |
| Frais d'établissement R&D | | | |
| TOTAL 1 | | | |
| Autres postes d'immo. Incorporelles | | | |
| TOTAL 2 | | | |
| Terrains | | | |
| Constructions sur sol propre | | | |
| Constructions sur sol d'autrui | | | |
| Constructions, installations générales, agencement. | | | |
| Installations techniques, matériel et outillage ind. | 37 995 | | |
| Installations générales, agencts., aménmts. Divers | 4 646 | | |
| Autres matériels de transport | 24 214 | | |
| Matériel de bureau et informatique, mobilier | 12 446 | | |
| Emballages récupérables et divers | | | |
| Immobilisations corporelles en cours | | | |
| Avances et acomptes | | | |
| | TOTAL 3 | 79 300 | |
| Participations évaluées par mise en équivalence | | | |
| Autres participations | 6 000 | | |
| Autres titres immobilisés | 54 515 | | |
| Prêts & autres immobilisations financières | 373 | | 14 |
| | TOTAL 4 | 60 888 | 14 |
| | TOTAL GÉNÉRAL (1+2+3+4) | 140 189 | 14 |

| CADRE B | IMMOBILISATIONS | Diminutions | | Valeur brute des immobilisations | Réévaluation légale ou évaluation par mise en équivalence |
|---|--|--------------|--|----------------------------------|---|
| | | Par virement | | | |
| Frais d'établissement R&D | | | | | |
| TOTAL 1 | | | | | |
| Autres postes d'immo. Incorporelles | | | | | |
| TOTAL 2 | | | | | |
| Terrains | | | | | |
| Constructions | sur sol propre | | | | |
| | sur sol d'autrui | | | | |
| | Inst. Gales., agencts. Et am. Const. | | | | |
| Installations techniques matériel et outillage | | | | | 37 995 |
| Autres immo. corporelles | Inst. Gales., agencts., aménagement divers | | | | 4 646 |
| | Matériel de transport | | | | 24 214 |
| | Matériel de bureau & informatique | | | | 12 446 |
| | Emballages récupérables & divers | | | | |
| Immobilisations corporelles en cours | | | | | |
| Avances & acomptes | | | | | |
| | TOTAL 3 | | | | 79 300 |
| Participations évaluées par mise en équivalence | | | | | |
| Autres participations | | | | | 6 000 |
| Autres titres immobilisés | | | | | 54 515 |
| Prêts & autres immobilisations financières | | | | | 388 |
| | TOTAL 4 | | | | 60 903 |
| | TOTAL GÉNÉRAL (1+2+3+4) | | | | 140 203 |

AMORTISSEMENTS

| CADRE A | | SITUATIONS ET MOUVEMENTS DE L'EXERCICE | | | |
|---|-------------------------|--|---------------|-------------|---------------------------|
| Immobilisations amortissables | | Montant début d'exercice | Augmentations | Diminutions | Montant fin d'exercice |
| Frais d'établissement, de recherche et développement | | | | | |
| TOTAL 1 | | | | | |
| Autres immobilisations incorporelles | | | | | |
| TOTAL 2 | | | | | |
| Terrains | | | | | |
| Constructions | sur sol propre | | | | |
| | sur sol d'autrui | | | | |
| | installations générales | | | | |
| Installations techniques, matériel et outillage industriels | | 29 882 | 1 661 | | 31 543 |
| Autres immobilisations corporelles | installations générales | 1 354 | 233 | | 1 587 |
| | matériel de transport | 20 431 | 1 513 | | 21 944 |
| | matériel de bureau | 11 472 | 552 | | 12 024 |
| | emballages récupérables | | | | |
| TOTAL 3 | | 63 139 | 3 959 | | 67 098 |
| TOTAL GÉNÉRAL (1+2+3) | | 63 139 | 3 959 | | 67 098 |

PROVISIONS

| NATURE DES PROVISIONS | Montant au début de l'exercice | Augmentations dotations de l'exercice | Diminutions reprises à la fin de l'exercice | Montant à la fin de l'exercice |
|---|--------------------------------|---------------------------------------|---|--------------------------------|
| Provisions gisements | | | | |
| Provisions pour investissement | | | | |
| Provisions hausse des prix | | | | |
| Amortissements dérogatoires | | | | |
| Dont majorations except. 30% | | | | |
| Provisions fiscales pour implant. à l'étranger avant le 01/01/1992 | | | | |
| Provisions fiscales pour implant. à l'étranger après le 01/01/1992 | | | | |
| Provisions pour prêts d'installation | | | | |
| Autres provisions réglementées | | | | |
| TOTAL 1 | | | | |
| Provisions pour litiges | | | | |
| Provisions garanties données aux clients | | | | |
| Provisions pertes de marché à terme | | | | |
| Provisions amendes & pénalités | | | | |
| Provisions pertes de change | | | | |
| Provisions pensions & obligations | | | | |
| Provisions pour impôts | | | | |
| Provisions renouvellement des immobilisations | | | | |
| Provisions grosses réparations | | | | |
| Provisions charges sociales et fiscales sur congés à payer | | | | |
| Autres provisions pour risques et charges | | | | |
| TOTAL 2 | | | | |
| Immobilisations incorporelles | | | | |
| Immobilisations corporelles | | | | |
| Immobilisations titres équivalence | | | | |
| Titres de participation | 6 000 | | | 6 000 |
| Autres immobilisations financières | 54 658 | | | 54 658 |
| Sur stocks et en cours | 2 331 880 | 1 | 2 819 | 2 334 698 |
| Sur comptes clients | 1 640 193 | | | 1 640 193 |
| Autres pour dépréciations | 351 353 | | | 351 353 |
| TOTAL 3 | 4 384 084 | 1 | 2 819 | 4 386 902 |
| TOTAL GÉNÉRAL (1+2+3) | 4 384 084 | 1 | 2 819 | 4 386 902 |
| dont | - d'exploitation | | 2819 | |
| dotations | - financières | | | |
| et reprises | - exceptionnelles | | | |
| Titres mis en équivalence | | | | |

ECHEANCES, CREANCES ET DETTES

| CADRE A | ÉTAT DES CRÉANCES | Montant brut | À un an au plus | À plus d'un an |
|--|--|--------------|-----------------|----------------|
| Créances rattachées à des participations | | | | |
| Prêts | | 143 | 143 | |
| Autres immobilisations financières | | 245 | | 245 |
| Clients douteux ou litigieux | | 1 831 299 | | 1 831 299 |
| Autres créances clients | | 1 776 909 | 40 837 | 1 736 072 |
| Créances r. de titres prêtés | | | | |
| Personnel et comptes rattachés | | | | |
| Sécurité sociale et autres organismes sociaux | | | | |
| État et autres collectivités publiques | Impôt sur les bénéfices | | | |
| | Taxe sur la valeur ajoutée | 96 849 | 96 849 | |
| | Autres impôts, taxes et versements assimilés | | | |
| | Divers | | | |
| Groupe et associés | | | | |
| Débiteurs divers (dont créances relatives à des opérations de pension de titres) | | 457 541 | 103 563 | 353 978 |
| Charges constatées d'avance | | 2 137 | 2 137 | |
| TOTaux | | 4 165 123 | 243 529 | 3 921 594 |
| Montant des | prêts accordés en cours d'exercice | | | |
| | remboursements obtenus en cours d'exercice | | | |
| Prêts et avances consentis aux associés | | | | |

| CADRE B | ÉTAT DES DETTES | Montant brut | À un an au plus | À plus d'un an et 5 ans au plus | À plus de cinq ans |
|---|--|----------------------|----------------------|---------------------------------|--------------------|
| Emprunts obligataires convertibles | | | | | |
| Autres emprunts obligataires | | | | | |
| Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit | à 1 an max. à l'origine à plus de 1 an à l'origine | 7 575 | 2 525 | 5 050 | |
| Emprunts et dettes financières divers | | 7 607 228 | 2 535 742 | 5 071 486 | |
| Fournisseurs et comptes rattachés | | 3 009 229 | 1 559 516 | 1 267 002 | 182 711 |
| Personnel et comptes rattachés | | 134 997 | 48 386 | 50 710 | 35 901 |
| Sécurité sociale et autres organismes sociaux | | 485 937 | 167 422 | 220 554 | 97 961 |
| État et autres collectivités publiques | Impôt sur les bénéfices Taxe sur valeur ajoutée Obligations cautionnées Autres impôts, taxes et assimilés | 1 913 443 494 | 1 913 158 574 | 284 920 | |
| Dettes sur immobilisations et comptes rattachés | | | | | |
| Groupe et associés | | | | | |
| Autres dettes (dont dettes relatives à des opérations de pension de titres) | | 471 286 | 14 734 | 10 719 | 445 833 |
| Dette représentative de titres emp. | | | | | |
| Produits constatés d'avance | | 48 658 | 48 658 | | |
| TOTAUX | 12 210 317 | | 4 537 470 | 6 910 441 | 762 406 |
| Emprunts souscrits en cours d'exercice | | | | | |
| Emprunts remboursés en cours d'exercice | | | | | |
| Emprunts et dettes contractés auprès des associés personnes physiques | | | | | |

PRODUITS A RECEVOIR

| | Montant |
|--|----------------|
| Créances rattachées à des participations | |
| Autres immobilisations financières | |
| Créances clients et comptes rattachés | 24 759 |
| Autres créances | |
| Disponibilités | |
| TOTAL | 24 759 |

CHARGES A PAYER

| | Montant |
|--|----------------|
| Emprunts obligataires convertibles | |
| Autres emprunts obligataires | |
| Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit | |
| Emprunts et dettes financières diverses | |
| Dettes fournisseurs et comptes rattachés | 122 677 |
| Dettes fiscales et sociales | 45 746 |
| Autres dettes | |
| TOTAL | 168 423 |

CHARGES ET PRODUITS CONSTATE D'AVANCE

| | Charges | Produits |
|-----------------------------------|--------------|---------------|
| Charges / Produits d'exploitation | 2 137 | 48 658 |
| Charges / Produits financiers | | |
| Charges / Produits exceptionnels | | |
| TOTAL | 2 137 | 48 658 |

DETAIL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES

| | 30/09/2011 | 30/09/2010 |
|--|------------|--------------|
| Sur opérations de gestion | | |
| 671200 Pénalité Amendes Fiscales | 428 | 90 |
| 671800 Autres ch except/op.gestion | | |
| 672000 Charges except/ex antérieur | | |
| Sur opérations en capital | | |
| 675000 Val. net compta cédée | | |
| 675100 Val.compta.imm.incorp.ced | | 7 613 |
| 675600 Immo financières | | |
| 678800 Ch except. diverses | | |
| Dotations aux amort et provisions | | |
| 687100 Dot.amt.exceptionnel | | |
| 687500 Dot.prov.risq&ch except | | |
| TOTAL | 428 | 7 703 |

DETAIL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS

| | 30/09/11 | 30/09/10 |
|---|--------------|--------------|
| Sur opération de gestion | | |
| 77100 Prod.exceptionnel/gestion | | |
| 771800 Autres Prod except/opera gestion | | |
| 77200 Prod.exploit/exerc.antérieur | 3 934 | 4 124 |
| 77800 Autres Prod. exceptionnels | | |
| Sur opération en capital | | |
| 77500 Prod cess elements actif | | |
| 775200 Prod cession immo corpo | | |
| 778800 Prod exceptionnels divers | | |
| Reprise aux amt et provisions | | |
| 787500 rep prov risque et ch except | | |
| TOTAL | 3 934 | 4 124 |

COMPOSITION DU CAPITAL SOCIAL

| | Nombre | Valeur nominale |
|---|---------------|------------------------|
| Actions / parts sociales composant le capital social au début de l'exercice | 1 901 200 | 1.00 |
| Actions / parts sociales émises pendant l'exercice | | |
| Actions / parts sociales remboursées pendant l'exercice | | |
| Actions / parts sociales composant le capital social en fin d'exercice | 1 901 200 | 1.00 |

VENTILATION DE L'IMPÔT SUR LES BÉNÉFICES

| | Résultat avant impôt | Impôt | Résultat net après impôt |
|--|----------------------|-------|--------------------------|
| Résultat courant | -302 034 | | -302 034 |
| Résultat exceptionnel (et participation) | 3 505 | | 3 505 |
| Résultat comptable | -298 529 | | -298 529 |

ENGAGEMENTS FINANCIERS

| Engagements donnés | Montant |
|---|------------------|
| Effets escomptés non échus | |
| Avals et cautions | 1 300 000* |
| Engagements en matière de pensions | |
| Engagements en matière de retraite | 16 000 |
| Autres engagements donnés : | |
| | |
| | |
| | |
| TOTAL | 1 316 000 |
| (1) dont concernant : | |
| • les dirigeants | |
| • les filiales | |
| • les participations | |
| • les autres entreprises liées | |
| • les engagements assortis de sûretés réelles | |

| Engagements reçus | Montant |
|-----------------------------------|------------------|
| Plafonds des découverts autorisés | |
| Avals et cautions reçus | 1 300 000* |
| Autres engagements reçus : | |
| Biens reçus en crédit-bail | |
| | |
| | |
| | |
| TOTAL | 1 300 000 |

*cf. paragraphe engagement hors bilan

INCIDENCE DES EVALUATIONS FISCALES DEROGATOIRES

| | Montant |
|--|----------|
| Résultat de l'exercice | -298 529 |
| Impôt sur les bénéfices | |
| Résultat avant impôt | -298 529 |
| Variation des provisions réglementées : | |
| | |
| | |
| | |
| | |
| Autres évaluations dérogatoires : | |
| | |
| | |
| | |
| Résultat hors évaluations fiscales dérogatoires (avant impôt) | -298 529 |
| Ces évaluations ont pour effet d'augmenter (de diminuer) le poste " Provisions réglementées " de | |

ACCROISSEMENT ET ALLEGEMENT DETTE FUTURE D'IMPÔT

| Accroissements de la dette future d'impôt | Montant |
|---|-------------------|
| Provisions réglementées : - Amortissements dérogatoires - Provisions pour hausse des prix - Provisions pour fluctuation des cours | |
| Autres TVTS Amendes Ecart de conversion passif Ecart conversion actif N-1 | |
| Total | |
| Allègements de la dette future d'impôt | Montant |
| Provisions non déductibles l'année de leur comptabilisation : - Provisions pour congés payés - Participation des salariés | |
| Autres Crédit impôt recherche Ecart de conversion actif Ecart passif N-1 | 1 497 617 |
| Total | 1 497 617 |
| <i>Amortissements réputés différés</i> <i>Déficits reportables au 30/09/2011</i> <i>Moins-values à long terme</i> | <i>19 936 042</i> |

REMUNERATION DES MANDATAIRES SOCIAUX

| Rémunérations allouées aux membres : | Montant |
|--------------------------------------|---------|
| • des organes d'administration | |
| • des organes de direction | 26 766 |
| • des organes de surveillance | |

EFFECTIF MOYEN

| | Personnel salarié | Personnel mis à disposition de l'entreprise |
|-----------------------------------|----------------------|---|
| Cadres | 6 | |
| Agents de maîtrise et techniciens | 1 | |
| Employés | 2 | |
| Ouvriers | 1 | |
| TOTAL | 10 | |

LISTE DES FILIALES ET PARTICIPATIONS

| Filiales et participations : | Capitaux propres | Quote-part du capital détenue en pourcentage | Résultat du dernier exercice clos |
|---|------------------|--|-----------------------------------|
| A. RENSEIGNEMENTS DÉTAILLÉS CONCERNANT LES FILIALES ET PARTICIPATIONS | | | |
| 1. Filiales (plus 50 % du capital détenu) SARL SYBATRONIC ZI LA MONTGERVALAISE 35720 LA MEZIERE (En liquidation) | 975 | 75.00 % | -7 024 |
| 2. Participations (10 à 50 % du capital détenu) | | | |
| B. RENSEIGNEMENTS GLOBAUX CONCERNANT LES AUTRES FILIALES ET PARTICIPATIONS | | | |
| 1. Filiales non reprises en A | | | |
| a) françaises | | | |
| b) étrangères | | | |
| 2. Participations non reprises en A | | | |
| a) françaises | | | |
| b) étrangères | | | |

LISTE DES FILIALES ET PARTICIPATIONS

| Capital | Réserves et report à nouveau avant affectation | Valeurs des titres | Prêts/avance consentis et non remb. | CA HT | Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice | Observations |
|--|--|--------------------|-------------------------------------|-------------------------------------|--|----------------|
| | | Valeur brute | Valeur nette | | | |
| Quote-part détenue (en %) | | | Caution/aval donnés par la sté | Résultat du dernier exercice écoulé | | |
| A- Renseignements détaillés concernant les filiales et les participations | | | | | | |
| 1- Filiales (+50% du capital détenu) | | | | | | |
| SARL SYBATRONIC | 8 000 75 % | | 6 000 0 | | -7 024 | En liquidation |
| 2- Participations (de 10 à 50%) du capital détenu) | | | | | | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |
| B-Renseignements globaux concernant les autres filiales ou participations | | | | | | |
| 1-Filiales non reprises en A: | | | | | | |
| a) françaises | | | | | | |
| b) étrangère | | | | | | |
| 2-Participations non reprises en A | | | | | | |
| a) françaises | | | | | | |
| b) étrangères | | | | | | |

RESULTAT DE LA SOCIETE AU COURS DES 5 DERNIERS EXERCICES

| Exercices concernés | 31/03/2008 | 31/03/2009 | 31/03/2010 | 31/03/2011 | 30/09/2011 |
|---|-------------|-------------|-------------|------------|------------|
| CAPITAL FIN EXERCICE | | | | | |
| Capital social | 1 901 200 | 1 901 200 | 1 901 200 | 1 901 200 | 1 901 200 |
| Nombre actions ordinaires | 1 901 200 | 1 901 200 | 1 901 200 | 1 901 200 | 1 901 200 |
| Nombre d'actions à Dividendes prioritaires | | | | | |
| Nombre maximal d'actions futures à créer / conversion obligations / exercice droit souscription | | | | | |
| OPERATIONS - RESULTATS DE L'EXERCICE | | | | | |
| Chiffre d'affaires HT | 374 412 | 670 739 | 283 273 | 344 067 | 158 057 |
| Résultat avant impôts amortissements - provisions | (1 149 641) | (1 316 904) | (1 009 853) | (577 463) | (291 752) |
| Impôts sur les bénéfices | (191 033) | (186 577) | (168 502) | (155 601) | |
| Participation salariés | | | | | |
| Résultat après impôts | (821 247) | (983 151) | (673 662) | (437 218) | (298 529) |
| Résultat distribué | | | | | |
| RÉSULTAT PAR ACTION | | | | | |
| Résultat après impôts, Part.salariés mais avant amortissements - provisions | (0.5) | (0.6) | (0.44) | (0.22) | (0.16) |
| Résultat après impôts, Participations salariés amortissements - provisions | (0.43) | (0.52) | (0.35) | (0.23) | (0.16) |
| Dividende brut versé à Chaque action | | | | | |
| PERSONNEL | | | | | |
| Effectif moyen | 11 | 10 | 9 | 10 | 10 |
| Montant masse salariale | | | | | |
| Montant sommes versées au | 328 691 | 351 130 | 357 100 | 326 094 | 150 964 |
| Titre des avantages Sociaux (SS, œuvres soc.) | 159 348 | 148 379 | 139 237 | 138 860 | 64 633 |

SOLDES INTERMEDIAIRES DE GESTION

| | Du 01/04/11 Au 30/09/11 | Du 01/04/10 Au 30/09/10 |
|--|----------------------------|----------------------------|
| CHIFFRE D'AFFAIRES | 158 057 | 297 238 |
| VENTES DE MARCHANDISES | 103 815 | 57 790 |
| Achats de marchandises | 87 196 | 56 375 |
| Variation stocks de marchandises | -10 050 | |
| <i>Coût d'achat March. Vendues</i> | 77 146 | |
| MARGE COMMERCIALE | 26 669 | 1 415 |
| Ventes produits finis & travaux | 21 779 | 171 |
| Ventes de services | 32 463 | 239 277 |
| Production stockée | -21 644 | 5 225 |
| Autres produits | | 11 |
| PRODUCTION EXERCICE | 32 579 | 246 099 |
| Achats Matières premières | 99 | |
| Variation stocks matières | | 235 |
| <i>Consommation matière</i> | | |
| <i>Marge sur Coût des matières</i> | | |
| <i>Activité</i> | | |
| <i>Marge globale</i> | | |
| Autres achats et ch. Externes | 131 127 | 197 480 |
| VALEUR AJOUTEE | -71 978 | 48 384 |
| Subventions d'exploitation | | |
| Impôts & taxes | 6 974 | 7 496 |
| Salaires | 150 946 | 163 799 |
| Charges sur salaires | 64 633 | 70 170 |
| <i>Sous total Salaires & Charges</i> | 215 579 | 233 969 |
| Cotisations exploitant | | |
| Rémunération exploitant | | |
| EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION | -294 532 | -193 081 |
| Autres produits, Reprise amort.... | 3 | 1 |
| Autres Charges | 731 | 1 |
| Dotations Amortissements | 3 959 | 4 348 |
| Dotations Provisions | 2 819 | 1 |
| RESULTAT D'EXPLOITATION | -302 038 | -197 430 |
| Bénéfice attribué ou perte transférée | | |
| Perte supportée ou bénéfice transféré | | |
| Produits financiers | 5 | 632 |
| Charges financières | | 1 542 |
| <i>Résultat financier</i> | | |
| RESULTAT COURANT | -302 034 | -198 340 |
| Produits exceptionnels | 3 934 | 4 124 |
| Charges exceptionnelles | 429 | 7 703 |
| <i>Résultat exceptionnel</i> | 3 505 | -3 579 |
| Participation des salariés aux résultats de l'entreprise | | |
| Impôts sur les bénéfices | | |
| RESULTAT NET | -298 529 | -201 919 |